



TOUS ENSEMBLE LE 16 SEPTEMBRE

Le plan Darmanin a été dévoilé à tous les agents de la DGFIP au début du mois de juin. Sa brutalité est sans appel malgré les prétendues concertations. Il dévoile clairement l'objectif du gouvernement: la disparition du réseau de la DGFIP et la disparition de nos missions!

La DGFIP et la Fonction Publique sont en danger de mort

Le gouvernement cherche à se débarrasser par tous les moyens des fonctionnaires et de leurs missions et la DGFIP est en première ligne. Le prélèvement à la source, qui privatise le recouvrement pour le donner aux patrons, l'annonce de la fin de la déclaration d'impôt sur les revenus pour des millions de foyers l'année prochaine, la fin de la séparation ordonnateur/comptable et le transfert des missions de la gestion publique aux collectivités locales, la fin de la taxe d'habitation, l'annonce du transfert aux buralistes de l'encaissement des créances qui relèvent de la DGFIP...

Le gouvernement nous ment et cherche à camoufler le démantèlement programmé de tous les services publics.

Afin de pouvoir mettre en place sa politique, il a promulgué au mois d'août la loi Transformation de la Fonction Publique qui prévoit: le recrutement de contractuels à la place de fonctionnaires dans la Fonction Publique d'État, la fin des CAP de mutation (alors qu'on ferme les sites en province), les primes au mérite pour les fonctionnaires restant, et surtout le détachement d'office en cas de suppression d'emploi (détachement qui pourra s'effectuer dans le privé ou d'autres administrations !).

Depuis plusieurs mois, les agents de la DGFIP se mobilisent sur tout le territoire afin de stopper cette politique mise en place par le trio infernal Macron, Dussopt et Darmanin.

Elus, Usagers, Agents de la DGFIP, nous sommes tous concernés et c'est par notre mobilisation unie que nous pourrions arracher la victoire.

Tous les syndicats de la DGFIP appellent à une grève nationale à partir de ce lundi 16 septembre 2019

Dans le Lot, nous appelons également à un rassemblement le plus large possible à 10H30 devant le CFP de Coeur de Causse (point central et représentatif de l'abandon des territoires ruraux) pour dénoncer la mystification de la communication directionnelle et défendre l'ensemble de notre réseau et de nos missions.

En présence de divers élu(e)s, ce sera l'occasion d'un temps fort et médiatique et ainsi d'alerter les usagers sur les dangers qui pèsent sur notre administration et sur les conséquences qu'ils auront à subir.

Nous déciderons à cette occasion de la suite à donner à ce mouvement et nous invitons tous les agents à participer à un pique nique partagé sur le lieu du rassemblement.

Tous ensemble, nous devons dire:

NON à la nouvelle organisation territoriale des services voulue par Gérard Darmanin. Vendue par des directeurs locaux zélés, un véritable MENSONGE D'ÉTAT, avec des opérations de communication et d'enfumage, auprès des élus, des citoyens, des agents qui ne sont pas dupes.

NON à la fin du numéraire à la DGFIP et **NON** au paiement des impôts chez les buralistes-Française Des Jeux, véritable privatisation du recouvrement du budget de l'État et fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers des difficultés de paiement.

NON à l'accueil sur rendez vous uniquement possible via internet qui empêche le professionnel ou le citoyen d'avoir une véritable information en temps réel.

NON à un service d'accueil low-cost avec des animateurs polyvalents, qui ne seront pas des agents des finances, dans des points de contact non pérennes ou devant être à terme entièrement financés par les collectivités locales.

NON aux projets de fermeture de l'ensemble des trésoreries de plein exercice mettant fin au contact au plus proche du terrain pour les acteurs locaux, les citoyens.

NON au transfert de la mission topographique à l'IGN.

NON à la mise en place de Secrétariats Généraux Communs (expérimentés à ce jour dans quatre départements), ayant pour but de mutualiser la gestion des fonctions support et notamment les RH , sous la férule du Préfet.

NON à la remise en cause du contrôle fiscal, devenant uniquement une mission de conseil ou de prestation de services aux contrôlés .

OUI au retrait de la loi de transformation de la Fonction Publique

**Il faut s'organiser pour gagner. C'est maintenant ou jamais !
Quand tout sera privé, on sera privé de tout.
« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »**